

Intitulé de l'épreuve : Epreuve écrite d'admissibilité - Anglais

Nombre de copies : 1

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

La Thaïlande fait passer un décret d'urgence pour interdire les rassemblements après des manifestations à Bangkok.

Des meneurs de la manifestation ont été arrêtés et la diffusion d'informations qui pourraient nuire à la sécurité nationale a été interdite, tandis que les autorités anéantissent toute contestation.

Le premier ministre Thaïlandais a proclamé un état d'urgence "extrême" à Bangkok, alors que la police a procédé à l'arrestation de plus de 20 personnes, parmi lesquelles des meneurs de premier plan de la manifestation, dans le cadre d'un processus d'écrasement du mouvement pro-démocratique du pays.

Avec les nouvelles mesures d'urgence, les rassemblements de cinq personnes ou plus sont interdits, tout comme la diffusion, dans les médias traditionnels ou en ligne, d'informations "susceptibles d'engendrer une panique" ou "portant atteinte à la sécurité nationale". Cela fait suite à un rassemblement géant mercredi, durant lequel les manifestants ont réitéré leurs appels en faveur de réformes démocratiques qui concernaient également la puissante monarchie du pays.

Tôt jeudi matin, la police anti-émeutes a chargé contre les manifestants rassemblés devant la Maison du Gouvernement, où ils campaient pour réclamer la démission du Premier

N°

1/4

Ministre Prayuth Chan-ocha.

Parmi les manifestants arrêtés, figurent quelques personnalités, notamment l'avocat des droits de l'homme Anon Nampa, et des figures du mouvement étudiant, Parit Chiwarak, alias "Penguin", et Panusaya Sithijirawattanakul, alias "Rung".

La Thaïlande vit toujours sous un régime d'état d'urgence, instauré pour contrôler la propagation du coronavirus. Selon le gouvernement, ces nouveaux pouvoirs sont une réponse à l'augmentation du nombre d'actions d'éclat, comme le blocage d'une parade royale motorisée mercredi, qui fut sabotée par les manifestants. Le gouvernement a aussi évoqué les dégâts économiques et le risque de propagation du coronavirus.

"Il est extrêmement nécessaire de prendre une mesure urgente pour mettre fin efficacement et rapidement à cette situation, afin de maintenir la paix et l'ordre", précise le décret.

Selon Human Rights Watch, les nouvelles mesures d'urgence permettent à la police de maintenir des manifestants en détention sans motif, pour une durée pouvant atteindre 30 jours, sans pouvoir avoir accès à un avocat ou à leurs familles.

Les droits à la liberté d'expression et aux rassemblements pacifiques sont entrain d'être charcutés par ce gouvernement, qui montre maintenant véritablement sa nature dictatoriale", a déclaré Phil Robertson, directeur adjoint de la Division Asie de Human Rights Watch.

Mercredi, des dizaines de milliers de personnes ont descendu dans les rues de Bangkok pour appeler à la démission du Premier ministre, Prayuth, arrivé au pouvoir après

Le coup d'État de 2014. Ils ont aussi réclamé une nouvelle Constitution, l'actuelle ayant injustement permis, selon eux, à Prayuth de se maintenir au pouvoir après les élections de l'année dernière, et permettant d'accroître le pouvoir et la fortune de la monarchie - une institution protégée par une loi de lèse-majesté, et qui fut longtemps considérée comme intouchable.

